



Alerte canadienne – Fiscalité et Services juridiques

Élections fédérales canadiennes : prochaines étapes en matière de politique fiscale

Le 30 avril 2025

Contexte

Le 28 avril 2025, les Canadiens et Canadiennes ont participé à leur 45^e élection générale, ce qui a permis au Parti libéral du Canada, sous la direction de Mark Carney, d'obtenir le plus grand nombre de sièges à la Chambre des communes et de former le prochain gouvernement. Le décompte final des sièges n'était pas disponible au moment de rédiger cette alerte, bien que certains médias prédisent que les libéraux formeront un gouvernement minoritaire.

Le Parlement a été prorogé le 6 janvier 2025 et les brefs d'élection ont été délivrés le 23 mars 2025. Les résultats officiels du scrutin doivent être publiés le 19 mai 2025, après quoi les membres nouvellement élus de la Chambre des communes se réuniront et un cabinet fédéral sera assermenté. Au moment de la rédaction, le site web de la Chambre des communes indiquait une reprise des séances le lundi 26 mai 2025. Les premières étapes pour le Parlement comprendront un discours du Trône, suivi du dépôt d'un budget fédéral. La législation, y compris les mesures fiscales initiales, devrait suivre.

À quoi s'attendre dans le budget de 2025

La plateforme électorale du Parti libéral contenait un certain nombre de propositions fiscales, dont certaines avaient des échéanciers ou faisaient l'objet de demandes soumises au Bureau du directeur parlementaire du budget pour obtenir une estimation des coûts des mesures. Cela pourrait suggérer qu'elles seront incluses dans le premier budget du gouvernement. Le fait que le Parti libéral obtienne une majorité ou une minorité, et s'il est minoritaire qu'une entente de soutien et de confiance avec le Nouveau Parti démocratique (NPD) soit demandée, peut également avoir une incidence sur le calendrier. D'autres politiques peuvent nécessiter des consultations et des analyses supplémentaires avant la présentation de propositions de politiques plus détaillées.

Particuliers

Le Parti libéral et le Parti conservateur avaient tous deux proposé des réductions d'impôt en abaissant le taux d'imposition sur la première tranche de revenu imposable de 57 375 \$, actuellement fixé à 15 %. Ce taux sert également à déterminer la valeur de divers autres crédits d'impôt non remboursables prévus dans la *Loi de l'impôt sur le revenu*. Le Parti libéral a proposé de réduire ce taux à 14 % à compter du 1^{er} juillet 2025. Si un tel changement est mis en œuvre, les employés en ressentiront immédiatement les effets grâce à une diminution des retenues à la source.

Dans sa plateforme, le Parti libéral a proposé de permettre aux propriétaires d'immeubles résidentiels à logements multiples, admissibles à la déduction pour amortissement (DPA) accéléré, d'utiliser cette DPA pour créer une perte de location qui pourrait compenser d'autres revenus, à compter de l'année d'imposition 2025. Cette proposition devait être modélisée en fonction de l'incitatif pour les immeubles résidentiels à logements multiples qui a été initialement introduit dans les années 1970.

Un remboursement de la taxe sur les produits et services (TPS) est actuellement disponible pour certaines maisons neuves, à condition que leur prix soit de 450 000 \$ ou moins. Les acheteurs peuvent demander un remboursement de 36 % de la TPS, jusqu'à un maximum de 6 300 \$. Avant les élections, le premier ministre Mark Carney a proposé d'augmenter ce remboursement à 100 % de la TPS pour les acheteurs d'une première habitation d'une valeur de 1 million de dollars ou moins, à compter du 20 mars 2025, avec une élimination progressive pour les achats entre 1 million et 1,5 million de dollars.

Le Parti libéral a également proposé une augmentation temporaire de 5 % des prestations du Supplément de revenu garanti, ce qui procurerait aux aînés à faible revenu, un revenu annuel supplémentaire de 652 \$, pour la période du 1^{er} juillet 2025 au 30 juin 2026. En outre, tous les aînés bénéficieraient d'une réduction de 25 % du montant minimal à retirer d'un fonds enregistré de revenu de retraite pendant un an.

Bien que la plateforme ne fournisse aucun détail, d'autres mesures fiscales visant les particuliers sont proposées, comme une augmentation de la déduction pour la mobilité de la main-d'œuvre. Un crédit d'impôt remboursable, jusqu'à concurrence de 1 100 \$ par année, a également été annoncé pour le personnel infirmier et les préposés aux services de soutien à la personne, communément appelé le crédit d'impôt pour les héros des travailleurs de la santé. Le concept de ce crédit d'impôt a été initialement présenté dans l'Énoncé économique de l'automne 2024, bien que les détails restent à préciser.

Entreprises

À la suite d'une consultation publique, le gouvernement a proposé dans l'Énoncé économique de l'automne 2024, plusieurs changements au programme pour la recherche scientifique et le développement expérimental (RS&DE). Parmi ces changements figurait une hausse de la limite de dépenses pour les sociétés privées sous contrôle canadien de 3,0 millions de dollars à 4,5 millions de dollars. La plateforme libérale a proposé une hausse de la limite de dépenses applicable à 6 millions de dollars et l'estimation des coûts afférents suggère que cela s'appliquerait à compter du 1^{er} juillet 2025.

Personnes-ressources :

Rob Jeffery

Leader national de la politique fiscale
Tél. : 902-721-5593

Mike Smith

Leader, Bureau national de la Fiscalité
Tél. : 403-267-0661

Jo-Anne Anderson

Tél. : 780-421-3676

Shawn Porter

Tél. : 416-601-6605

Liens connexes :

[Services de fiscalité de Deloitte](#)

En outre, le gouvernement du Canada avait précédemment exprimé son intention de mettre en place un régime privilégié des brevets, dont les détails seront annoncés dans le budget de 2025. Cette annonce fait suite à une vaste consultation publique incluant les commentaires de divers intervenants, dont [Deloitte](#). La plateforme libérale a réaffirmé cet engagement.

Autres mesures fiscales

La plateforme libérale a proposé d'annuler l'augmentation du taux d'inclusion des gains en capital, qui devait passer d'une demie à deux tiers, une mesure initialement prévue dans le budget de 2024 et reportée au 1^{er} janvier 2026. La législation n'a pas été adoptée, même si les prévisions de recettes associées figuraient dans les dernières projections financières de l'Énoncé économique de l'automne 2024.

La plateforme libérale a également proposé un report temporaire des gains en capital sur les immeubles vendus à certains groupes à but non lucratif, à condition que le produit soit réinvesti dans de nouveaux logements construits spécialement pour la location. Ce report serait en vigueur du 1^{er} juillet 2025 au 30 juin 2035.

Enfin, il convient de noter que la plateforme libérale contenait des mesures génératrices de recettes relatives à « l'augmentation des pénalités et des amendes » d'un montant de 3,7 milliards de dollars sur quatre ans, sans en préciser la nature. Cela dit, les libéraux se sont également engagés « à tirer parti de la technologie à l'Agence du revenu du Canada afin de mieux repérer et poursuivre les cas d'évasion fiscale, corriger les échappatoires et renforcer l'application de la loi ».

Réforme fiscale

La plateforme libérale comporte un engagement à réaliser un examen par des experts du régime d'imposition des sociétés, « fondé sur les principes d'équité, de transparence, de simplicité, de durabilité et de compétitivité ». Bien que les modalités exactes et l'échéancier de cet examen n'aient pas été abordés, il pourrait suivre un modèle similaire à celui du Comité technique de la fiscalité des entreprises, dont le mandat a été annoncé dans le budget fédéral de 1996. Le mandat initial du comité technique comprenait des recommandations neutres sur le plan des recettes et prévoyait la publication d'un rapport dans un délai d'environ neuf mois, soit vers la fin de 1996, suivi d'une phase de consultation publique. En fin de compte, le comité technique a bénéficié d'une prolongation de 12 mois et a remis son rapport en décembre 1997. Cet examen de 1997 est l'exemple le plus récent d'une réforme fiscale significative au Canada, ayant inclus un examen approfondi de diverses formes d'imposition, et a finalement établi un cadre de politique fiscale pour la décennie suivante. Ce cadre a été suivi par les gouvernements successifs, et a conduit notamment à la réduction des taux d'imposition combinés fédéral-provinciaux des sociétés, passant d'environ 43 % à 27 %, ainsi qu'à l'élimination de l'impôt fédéral sur le capital pour la plupart des sociétés.

Dans sa plateforme, le Parti libéral a réitéré son engagement à établir un « ensemble équitable et cohérent de règles fiscales internationales », comme l'a proposé l'OCDE. Cela pourrait potentiellement accélérer l'adoption de la législation sur le reste de la *Loi sur l'impôt minimum mondial* (LIIM, ou Pilier Deux). Bien que la taxe sur les services numériques (TSN) ne soit pas explicitement mentionnée dans la plateforme libérale, les hypothèses de revenus sont intégrées dans les projections financières de base du directeur parlementaire du budget et, donc, dans les coûts du programme libéral, ce qui suggère qu'elle restera en place. Cela dit, la LIIM et la TSN tombent clairement sous le coup des mesures américaines visant les taxes étrangères extraterritoriales et discriminatoires et devraient être prises en compte dans la réinitialisation plus large des relations entre le Canada et les États-Unis. Nous anticipons donc d'autres développements dans ce domaine.

Attentes à moyen terme en matière de politique fiscale

Selon la plateforme électorale, plusieurs autres mesures de politique fiscale sont attendues. Des orientations supplémentaires devraient être précisées dans les lettres de mandat des nouveaux ministres, y compris celle du ministre des Finances. En outre, tout changement de politique fiscale aux États-Unis devrait être examiné par le gouvernement du Canada pour garantir la compétitivité continue du Canada par rapport à son plus important partenaire commercial.

La plupart de ces changements devraient être axés sur des mesures opérationnelles visant l'amélioration de la productivité et de l'investissement, en fonction de la portée de la plateforme électorale et dans le contexte de l'examen par des experts du régime d'imposition des sociétés qui est proposé. Naturellement, cela dépendra largement du mandat et de la portée de cet

examen. La plateforme libérale comprenait également un engagement à revoir et éventuellement à réformer le processus de demande du crédit d'impôt pour personnes handicapées.

Élargissement proposé du programme d'actions accréditives

Le Parti libéral a proposé d'élargir le programme d'actions accréditives pour permettre aux entreprises en démarrage d'émettre des actions afin que les investisseurs puissent déduire les dépenses de R-D admissibles directement de leur revenu imposable, en échange d'une renonciation de la société à ces dépenses. Ce modèle suit le régime actuel d'actions accréditives. La nature des dépenses prévues et la définition des secteurs admissibles ne sont pas claires, bien que cela semble être axé sur les entreprises des secteurs de l'intelligence artificielle, de l'informatique quantique, des biotechnologies et de la fabrication de pointe.

Autres mesures fiscales proposées

Le Parti libéral a proposé un crédit d'impôt pour les projets d'adoption de l'intelligence artificielle pour les petites et moyennes entreprises, offrant un crédit de 20 % sur les produits admissibles, à condition que le demandeur puisse démontrer que cette technologie permet de créer des emplois. Le coût de cette mesure est estimé à 100 millions de dollars par année, à compter de l'exercice 2025-2026.

Le Parti libéral a également proposé d'accroître divers incitatifs fiscaux pour soutenir l'exploration de minéraux critiques. Pour ce faire, il faudrait élargir le crédit d'impôt pour l'exploration de minéraux critiques, étendre les activités admissibles au titre des frais d'exploration au Canada et élargir le nombre d'activités admissibles au crédit d'impôt à l'investissement (CII) pour la fabrication de technologies propres.

Autres mesures fiscales

Bien que la communauté fiscale se concentre souvent sur les plateformes électorales et le prochain budget, l'avant-projet de loi publié le 12 août 2024 comprenait plusieurs propositions législatives et certaines mesures ont été proposées dans l'Énoncé économique de l'automne 2024. Ces mesures devraient être intégrées dans un projet de loi d'exécution du budget et pourraient être présentées au Parlement dans les semaines à venir.

Les éléments les plus notables et d'application plus générale sont les suivants :

- **L'augmentation du plafond de l'exonération cumulative des gains en capital à 1 250 000 \$** pour les gains réalisés à compter du 25 juin 2024 sur la disposition d'actions admissibles de petites entreprises et de biens agricoles et de pêche admissibles. Cette mesure, annoncée initialement dans le budget de 2024, a reçu le soutien du premier ministre Mark Carney dans un communiqué de presse daté du 21 mars 2025, soit avant les élections.
- **L'Incitatif aux entrepreneurs canadiens**, qui réduirait davantage le taux d'inclusion à un tiers jusqu'à un plafond cumulatif de 2 millions de dollars de gains en capital admissibles réalisés après 2024. Cette mesure n'a été mentionnée ni dans la plateforme libérale ni dans le communiqué de presse du premier ministre du 21 mars 2025, ce qui laisse penser qu'elle ne sera probablement pas mise en œuvre.
- **Modifications proposées à la LIMM**, y compris la mise en œuvre de la règle relative aux profits insuffisamment imposés pour les années d'imposition commençant à compter du 31 décembre 2024.
- L'introduction de **certaines exemptions relatives aux règles de restriction des dépenses excessives d'intérêts et de financement (RDEIF)** pour certaines entreprises réglementées de services publics d'énergie et propriétaires d'ensembles résidentiels construits spécialement pour la location. Ces changements entreraient en vigueur en même temps que l'introduction des règles de RDEIF.

- **Déduction pour amortissement accéléré pour les logements construits spécialement pour la location** dont la construction a commencé après le 15 avril 2024 et avant le 1^{er} janvier 2031. Le bien doit devenir prêt à être mis en service avant le 1^{er} janvier 2036.
- **Passation en charges immédiate de certains biens qui améliorent la productivité**, y compris ceux des catégories 44, 46 et 50 pour les biens acquis après le 15 avril 2024 et avant le 1^{er} janvier 2027.
- La **prolongation de la déduction pour amortissement des biens relatifs à l'incitatif à l'investissement accéléré**, à compter du 1^{er} janvier 2025.
- Diverses modifications à certains **crédits d'impôt à l'investissement dans les technologies propres**, y compris l'approbation législative officielle pour d'autres. Ces crédits incluent le CII pour le captage, l'utilisation et le stockage du carbone, le CII pour les technologies propres, le CII pour l'électricité propre, le CII pour l'hydrogène propre, le CII pour la fabrication de technologies propres et le CII dans la chaîne d'approvisionnement de véhicules électriques. Dans sa plateforme, le Parti libéral a réaffirmé son engagement envers ces crédits d'impôt.
- **Améliorations et réformes proposées au Programme pour la RS&DE** en vigueur pour les années d'imposition commençant à compter du 16 décembre 2024. On s'attend à ce que celles-ci soient modifiées favorablement en fonction de la proposition incluse dans la plateforme libérale.

Enfin, le 30 décembre 2024, le ministre des Finances a annoncé une prolongation au 28 février 2025 de la date limite pour les dons de bienfaisance qui seraient admissibles à un crédit dans les déclarations de revenus des particuliers de 2024. Une législation sera nécessaire pour promulguer officiellement cette mesure.

Comment Deloitte peut-il vous aider

Les professionnels de Deloitte continueront de surveiller le processus législatif. Vous trouverez des informations supplémentaires dans notre [alerte sur le budget de 2024](#) et d'autres détails dans notre [alerte sur l'Énoncé économique de l'automne de 2024](#).



Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.

La Tour Deloitte

1190, avenue des Canadiens-de-Montréal, bureau 500

Montréal, Québec H3B 0M7

Canada

Chez Deloitte, notre raison d'être est d'avoir une influence marquante. Nous existons pour inspirer et aider nos gens, nos organisations, nos collectivités et nos pays à prospérer en créant un avenir meilleur. Notre travail soutient une société prospère où les gens peuvent s'épanouir et saisir des occasions. Il renforce la confiance des consommateurs et des entreprises; aide les organisations à trouver des moyens créatifs de déployer des capitaux; habilite des institutions sociales et économiques justes, fiables et efficaces; et permet à nos amis, à nos familles et à nos collectivités de profiter de la qualité de vie qui accompagne un avenir durable. Étant le plus grand cabinet de services professionnels détenu et exploité à 100 % par des Canadiens dans notre pays, nous sommes fiers de travailler aux côtés de nos clients pour avoir une influence positive sur tous les Canadiens.

Deloitte offre des services de premier plan dans les domaines de la consultation, de la fiscalité et des services juridiques, des conseils financiers, de l'audit et de la certification ainsi que des conseils en gestion des risques à près de 90 % des sociétés du palmarès Fortune Global 500^{MD} et à des milliers de sociétés fermées. Nous réunissons des compétences, des perspectives et des services de classe mondiale pour aborder les enjeux d'affaires les plus complexes de nos clients.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l., société à responsabilité limitée constituée en vertu des lois de l'Ontario, est le cabinet membre canadien de Deloitte Touche Tohmatsu Limited. Deloitte désigne une ou plusieurs entités parmi Deloitte Touche Tohmatsu Limited, société fermée à responsabilité limitée par garanties du Royaume-Uni, ainsi que son réseau de cabinets membres dont chacun constitue une entité juridique distincte et indépendante. Pour obtenir une description détaillée de la structure juridique de Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. et de ses filiales, veuillez consulter www.deloitte.com/ca/apropos.

Pour en apprendre davantage sur Deloitte Canada, veuillez nous suivre sur [LinkedIn](#), [X](#), [Instagram](#) ou [Facebook](#).

La présente publication ne contient que des renseignements généraux, et Deloitte n'y fournit aucun conseil ou service professionnel dans les domaines de la comptabilité, des affaires, des finances, du placement, du droit ou de la fiscalité, ni aucun autre type de service ou conseil. Elle ne remplace donc pas les services ou conseils professionnels et ne devrait pas être utilisée pour prendre des décisions ou des mesures susceptibles d'avoir une incidence sur votre entreprise. Avant de prendre de telles décisions ou mesures, vous devriez consulter un conseiller professionnel compétent. Deloitte n'est aucunement responsable de toute perte que subirait une personne parce qu'elle se serait fiée à la présente publication.

© 2025. Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. et ses sociétés affiliées.

Pour vous désabonner de cette liste d'envoi, veuillez répondre à ce courriel en indiquant « Désabonner » comme objet.